



# Cameroun

Fiche de pays 2024

Funded by:



Federal Office  
for Migration  
and Refugees



---

# Éditeurs

## ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS (OIM) ALLEMAGNE

Charlottenstraße 68  
10117 Berlin  
Germany  
T. +49 911 43 000  
F. +49 911 43 00 260

[iom-germany@iom.int](mailto:iom-germany@iom.int)  
<https://germany.iom.int/>

This project is funded by the German Federal Office for Migration and Refugees (BAMF).



Federal Office  
for Migration  
and Refugees



Ce projet est financé par l'Office Fédéral Allemand des Migrations et des Réfugiés (BAMF).

Les informations contenues dans cette fiche pays ont été étudiées avec les meilleures intentions et le plus grand soin. Cependant, l'OIM Allemagne n'assume aucune responsabilité pour d'éventuelles erreurs ou omissions. En outre, l'OIM Allemagne ne peut être tenue responsable des conclusions ou des décisions tirées des informations fournies dans cette fiche pays. Pour plus d'informations sur le retour volontaire et la réintégration, veuillez visiter le portail d'information [www.ReturningfromGermany.de](http://www.ReturningfromGermany.de) ou contacter votre bureau local de retour et de réintégration.

© IOM Octobre 2024- Veuillez noter que les informations fournies ici peuvent être obsolètes en raison de l'évolution dynamique du pays.

---

# Table des matières

- 1. Santé**
- 2. Emploi**
- 3. Logement**
- 4. Bien-Être Social**
- 5. Éducation**
- 6. Enfants**
- 7. Contacts**
- 8. En Un Coup D'Ceil**

# 1 Santé

## Informations générales sur les soins de santé

Le secteur de la santé est subdivisé en 3 sous-secteurs : un sous-secteur public, un sous-secteur privé et un sous-secteur de la médecine traditionnelle. Le sous-secteur public qui est le plus important comprend 03 niveaux : central, intermédiaire et périphérique. Dans sa stratégie de développement social, le Cameroun envisage une couverture santé universelle qui passe par la mise en œuvre d'une assurance maladie à large spectre. Pour l'instant la souscription à une assurance maladie est libre et volontaire. Les services couverts par les assurances et le taux de prise en charge dépendent du niveau de couverture et de l'option choisie par l'assuré. En fonction du type de couverture, les primes annuelles d'assurance vont de 10 000 à 400000 XAF. On estime à moins de 02% des Camerounais qui ont une assurance maladie<sup>1</sup>.

## Disponibilité des installations médicales et des médecins

Selon les données du Ministère de la Santé Publique<sup>2</sup>, le Cameroun présente sur son territoire une couverture éparse et inégale des formations sanitaires. 2 454 formations sanitaires publiques ont été recensées dans les 189 districts de santé. Les formations entrant dans le décompte sont les hôpitaux généraux, les hôpitaux centraux, les hôpitaux régionaux, les hôpitaux de district, les centres de santé intégrés et les centres médicaux d'arrondissement.

Le Cameroun dispose d'une carte sanitaire assez fournie. On dénombre :

- 05 Hôpitaux de 1ère catégorie située dans les grandes métropoles de Yaoundé et Douala (Hôpital général de Yaoundé, Hôpital général de Douala, Hôpital Gynéco-obstétrique de Yaoundé, Hôpital Gynéco-obstétrique de Douala, Centre Hospitalier Universitaire de Yaoundé) ;
- 07 Hôpitaux centraux ou de 2ème catégorie (Hôpital central de Yaoundé, Hôpital Laquintinie de Douala, Hôpital Jamot de Yaoundé, Hôpital de référence de Sangmélina, Centre des Urgences de Yaoundé, l'Hôpital Militaire de Yaoundé, l'Hôpital Militaire de Douala
- 11 hôpitaux régionaux à Ebolowa, Bafoussam, Bamenda, Bertoua, Buea, Garoua, Maroua, Ngaoundéré, Sangmélina, et Edéa ;
- Des hôpitaux d'entreprises (CNPS, HEVECAM, SOSUCAM CAMRAIL,) ;
- Des hôpitaux confessionnels catholiques et protestants.
- 03 centres hospitaliers spécialisés (Centre Mère et Enfant de la Fondation Chantale BIYA, Centre Hospitalier de Recherche et d'Application en Chirurgie Endoscopique et de Reproduction Humaine, Centre Médico-Chirurgicale d'Urologie) ;
- 17 centres de réhabilitation des handicapés ;
- 67 Districts et Hôpitaux de districts de santé ; des Centres Médicaux sanitaires d'Arrondissement
- 539 établissements sanitaires du secteur privé.

<sup>1</sup> Assurland.com, 11 juil.2023

<sup>2</sup> Analyse géographique de la couverture sanitaire au Cameroun, Stratégie spatiale 2019

# 1 Santé

## Admission dans les établissements médicaux

Les formations sanitaires, qu'elles appartiennent au public, aux privées, aux confessions religieuses ou à l'armée sont ouvertes à tout le monde et l'admission est libre. Il importe aux malades de se munir d'un carnet de consultation et de payer les frais requis (consultation, examens médicaux, ordonnances médicales, hospitalisation...). La prise en charge médicale des malades dans les hôpitaux comprend généralement :

- Les soins d'urgence : Les soins d'urgence intègrent la notion de délai d'accueil et de prise en charge qui est immédiat pour les extrêmes urgences, de 06 heures pour la première urgence, et de 24 heures pour la deuxième urgence. Le respect des délais suppose l'absence d'exigence de paiement préalable aux soins en urgence.
- Les soins généraux ;
- Les soins spécialisés.

Les montants à payer par le patient dépendent du type de soin reçu et des structures hospitalières. Les coûts sont généralement un peu plus élevés dans les cliniques privées que dans hôpitaux publics

## Disponibilité et coût des médicaments

On dénombre au Cameroun plus de 500 pharmacies dans 50 villes. En marge des pharmacies agréées, chaque hôpital ou centre de santé dispose d'une pro-pharmacie proposant des médicaments essentiels ou génériques. Les médicaments de marques encore appelés spécialités sont vendus dans les pharmacies agréées. Il faut également relever une prolifération des pharmacies de rue

(exerçant dans l'illégalité) où se vendent des médicaments de qualité parfois douteuse, mais qui attirent la majorité de la population à cause des prix jugés abordables. L'achat de médicaments, tout comme d'autres soins de santé, peut être couvert par une police d'assurance-maladie souscrite par un patient.

### Accès pour les rapatriés

**Admission :** Sans discrimination particulière les migrants de retour ont accès aux soins de santé des hôpitaux et centres de santé. Ils ne bénéficient pas d'assurance particulière ou d'une prise en charge spécifique liées à leur statut. Il sont considérés comme le reste de la population et ne peuvent bénéficier que des mesures de protection sociale pour lesquels ils sont éligibles.

### Procédure d'enregistrement :

L'inscription dans les compagnies ou mutuelles d'assurance santé est libre. Les migrants de retour peuvent s'adresser à toutes les compagnies d'assurance existantes et souscrire à une police d'assurance correspondant à la couverture désirée et à leurs revenus.

**Documents requis :** La souscription à une police d'assurance maladie est conditionnée par un bilan de santé et par la prise de certains vaccins, du renseignement des formulaires, et le paiement des frais exigibles. Des procédures spécifiques peuvent être en vigueur dans différentes compagnies d'assurance.

## 2 Emploi

### Informations générales sur le marché du travail

Selon la dernière Note de conjoncture de l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (ONEFOP) présentée le 15 juin 2023<sup>3</sup>, on assiste à une croissance réelle du nombre d'emplois décents au Cameroun qui passe notamment de 330903 en 2020 à 358247 au début de l'année 2022 soit une hausse de 8%. Cette statistique ne concerne évidemment que le secteur moderne de l'économie encore appelé le secteur formel. Ce rapport indique que les secteurs ayant le plus recruté et par ordre d'importance sont premièrement le secteur primaire (48,40%) englobant les activités productrices de matières premières non transformées telles que l'agriculture, la pêche, les mines, etc. Ensuite on a le secteur tertiaire (37%) représenté par les activités commerciales, les transports, les services financiers, les services d'hébergement-restauration, l'immobilier, le secteur de l'information et de la communication, l'enseignement, l'Administration publique, etc. Enfin le secteur secondaire (13,80%), constitué des industries de transformation.

Les données de l'Institut National de la Statistique (INS) révèlent que le taux de chômage au Cameroun a augmenté de 6,1% en 2021 comparativement à 2020. Ceci s'explique grandement par les effets de la pandémie du Covid-19 sur les économies à travers le monde. Toutefois, pour réussir à juguler cette situation, l'Etat mise sur l'auto-emploi comme solution conjoncturelle et durable pour réduire le taux de chômage des jeunes. Le 30 juin 2022, à l'occasion de la présentation de l'annuaire statistique du Ministère

des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat (MINPMEESA), il est ressorti que 15591 entreprises ont été enregistrées dans les Centres de Formalités de Création d'Entreprises (CFCE) en 2021.

### Trouver un emploi

La demande est certes importante et grandissante, mais il existe des opportunités d'emplois dans le secteur privé avec des agences d'intermédiation ou des entreprises qui ouvrent des postes et publient dans les médias. Cette démarche de publication des offres est aussi valable pour la partie gouvernementale. La mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière de l'emploi est conduite par le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP) ([www.minefop.gov.cm](http://www.minefop.gov.cm)) qui a mis sur pied le Fonds National de l'Emploi dont le site web est : [www.fnecm.org](http://www.fnecm.org). Il a pour mission entre autres : l'intermédiation entre les employeurs et les chercheurs d'emploi, le développement et le financement des programmes de formation, d'autocréation d'emploi, de création des micro-entreprise, de diffusion des informations sur le marché de l'emploi.

D'autres instruments tel que l'Observatoire National de l'Emploi (ONEFOP) servent à la gestion prévisionnelle de l'emploi. Elle a pour missions spécifiques la collecte, le traitement et la diffusion des données relatives à l'emploi et la formation professionnelle. Il assure par ailleurs le suivi, l'orientation, l'insertion des demandeurs d'emplois. Il a également la charge de faire le diagnostic de l'environnement pour identifier les blocages et les potentialités en matière d'emploi et de formation professionnelle.

<sup>3</sup> [piderc.org/orientation-3](http://piderc.org/orientation-3), Davy Djomeni, 11 juin 2023

## 2 Emploi

Dans la même perspective le Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique (MINJEC) a mis en place l'Observatoire National de la Jeunesse qui a pour mission d'organiser la rencontre entre les demandes des jeunes en matière de formation civique, d'insertion sociale et de promotion économique et les offres proposées par les programmes gouvernementaux et non-gouvernementaux. Les informations sur l'ONJ sont disponible sur <https://onjcameroun.cm/>.

Les services offerts aux chercheurs d'emploi par ces agences sont : l'information, l'orientation, la formation ou le renforcement des capacités techniques, entrepreneuriales, managériales et le placement en emploi (job placement), les appuis matériels pour l'installation en auto-emploi, etc.

Notons également l'existence d'une multitude de plateformes de recherche d'emploi qui mette à la disposition du public des informations sur les opportunités d'emploi les plus récentes. L'on peut citer entre autres :

- AKWAJOBS : (<http://www.akwajobs.com/>) ;
- Cameroon desk : (<https://www.cameroondesks.com/>)
- Louma Jobs : (<https://louma-jobs.com/cameroun/>)
- Minajobs : Minajobs.Net
- Jobinfo Cameroun : (<https://www.jobinfocamer.com/>)
- Emploi.cm : (<https://www.emploi.cm/>)

Il convient de noter que de nombreuses structures privées effectuent également le placement en emploi (Cible RH Cameroun, Emploi service Cameroun , APAVE Cameroun...)



Photo: IOM 2022 / Beyond Borders Media

## 2 Emploi

---

Dans le domaine de l'insertion socio-professionnelle à travers l'auto-emploi, les missions de plusieurs départements ministériels ont été orientées vers le développement des programmes et projets d'insertion économique par la création des micro-entreprises ou des activités génératrices de revenus. Il s'agit entre autres du :

1) Ministère des Petites et Moyennes Entreprises de l'Economie Sociale et de l'Artisanat (MINPMEESA) :

- Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (APME), [contact@apme.cm](mailto:contact@apme.cm)
- Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME), [www.bc-pme.cm](http://www.bc-pme.cm)
- Bureau de mise à niveau (BMN) des entreprises camerounaises, [contact@bmncameroun.org](mailto:contact@bmncameroun.org)

2) Ministère des Mines de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT)

- Cadre d'Appui et de Promotion à l'Artisanat Minier (CAPAM) [renseignements@minmidt.cm](mailto:renseignements@minmidt.cm)
- Agence de Promotion des Investissements (API)
- Office National des Zones Franches Industrielles (ONZFI), [www.onzfi.org](http://www.onzfi.org)

3) Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique (MINJEC)

- Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine (PAJER-U)
- Plan Triennal Spécial Jeune (PTS-Jeunes), [ptsjeunescameroun@gmail.com](mailto:ptsjeunescameroun@gmail.com)
- Projet d'Aide au Retour et à l'Insertion des Jeunes de la Diaspora (PARI-JEDI), [www.parijedi.org](http://www.parijedi.org)

4) Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER). Il met

en œuvre une cinquantaine de projets et programme dans différentes filières du secteur, [www.minader.cm](http://www.minader.cm)

### Assistance chômage

La législation camerounaise de sécurité sociale ne prévoit pas de couvertures pour le chômage. Il n'existe donc pas d'assurance chômage au Cameroun.

### Éducation et formation continues

Il existe de nombreuses structures de formation professionnelle publiques et privées offrant une variété de possibilités de formation certifiantes, qualifiantes ou diplômantes. Ces structures existent dans toutes les Régions du pays. Elles appartiennent au système scolaire formel ou au système extra-scolaire, et sont le plus souvent sous la tutelle des départements ministériels techniques responsables de la politique du gouvernement dans les spécialités que proposent ces structures de formation.

Parmi les structures publiques l'on peut noter :

- Les Centres multifonctionnels de promotion des jeunes (CMPJ) du MINJEC ;
- Les Centres de promotion de la femme et de la famille (CPFF) du Ministère de la promotion de la femme et de la famille (MINPROFF) ;
- Les Centres de formation professionnelle d'excellence du Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle (MINEFOP) ;
- Les Ecoles techniques d'agriculture (ETA) du Ministère de l'agriculture et du développement rural (MINADER)...

## 2 Emploi

- Les Centres d'Insertion des jeunes (CIJ) du Ministère de l'Habitat et du Développement urbain( MINHDU)

Il existe également plusieurs centres de formation privés dans les chefs-lieux de Régions, de Départements et d'Arrondissements offrant des formations dans diverses filières entre autres : agriculture, élevage, petite industrie, BTP, transformation des produits agricoles et alimentaires, restauration, coiffure, mécanique automobile, menuiserie, chaudronnerie, couture...

Tous ces centres ont divers critères d'éligibilité et des coûts d'accès dépendant du type de formation, de la durée, de la qualification obtenue en fin de formation.

### Accès pour les rapatriés

**Admission :** Il n'a pas de restriction ni de conditions particulières applicables aux retournés. L'accès à ces structures dépend des conditions d'éligibilité particulières de chacune d'elles. Elle sont ouvertes aux publics satisfaisant les conditions d'accès, sans discrimination. Le statut de "migrant" n'est donc pas spécifiquement pris en compte.

**Procédure d'enregistrement :** L'assistance au chômage n'est pas pris en charge au Cameroun, excepté les indemnités liées au chômage technique dans les entreprises privées.



Photo: IOM 2022/ Beyond Borders Media

# 3 Logement

## Informations générales sur le logement

Les demandes et coûts de loyer sont élevés dans les grandes villes, notamment dans les grandes métropoles de Yaoundé et Douala.

Le marché du logement au Cameroun est assez complexe en raison de phénomènes tels que l'urbanisation, la démographie croissante et la situation sociopolitique que connaît le pays depuis cinq ans. En effet, le Cameroun a un taux d'urbanisation de l'ordre de 50% dans les villes moyennes et de 75% dans les grandes villes comme Douala et Yaoundé. La pression démographique dans les villes a entraîné une augmentation des coûts de location et rendu difficile l'accès à un logement décent pour les personnes à revenu moyen.

En outre, la crise socio-politique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a provoqué d'importants mouvements internes des populations desdites régions vers d'autres localités, et principalement vers les villes de Bafoussam, Yaoundé et Douala, entraînant une forte pression sur le logement.

En général, les propriétaires d'immeubles fixent le coût des loyers en zone urbaine en fonction de facteurs tels que la nature du quartier (quartiers résidentiels, quartiers pauvres ou populaires, quartiers bourgeois, quartiers anciens, banlieue, etc.), la distance séparant résidence au centre urbain et aux autres points névralgiques de la ville, accessibilité (état des voiries et accès aux services de base, infrastructures et services d'utilité publique existant dans la zone), type de maison (architecture, taille, nombre de pièces, matériaux de construction utilisés, installations réalisées telles que l'alimentation en eau courante et en électricité),

qu'il y ait ou non une clôture... et selon le niveau de sécurité de la zone.

Pour une personne vivant seule, nous conseillons de choisir un studio ou un appartement dans un quartier facile d'accès et d'un niveau de sécurité acceptable (quartiers bourgeois). Les prix mentionnés ne reflètent pas la réalité des quartiers bourgeois: Ci-dessous les prix des logements dans ces quartiers:

- Studio moderne: 150.000 à 250.000 XAF
- Apt moderne: 200.000 à 1.000.000 XAF

Les prix mentionnés dans les documents représentent les prix dans les quartiers populaires

En milieu rural les coûts sont trois à quatre fois moins onéreux, mais la qualité du logement n'est pas toujours satisfaisante.

D'après l'INS, le taux d'accès à l'électricité au Cameroun était de 62,2% en 2018 et estimé à 70% en 2021. Cependant, il s'agit là d'une moyenne qui masque certaines disparités entre les Régions, entre les Réseaux et entre le milieu urbain et le milieu rural.

Le Cameroun dispose de 103 stations urbaines<sup>4</sup> d'eau potable et plus de 3000 stations et points d'eau ruraux. En zone rurale, seulement 43,5% des habitants ont un accès à l'eau potable, tandis que la majorité restante doit parcourir des trajets parfois longs et périlleux. Pour certains habitants, l'eau des rivières et marigots constitue la seule source d'eau accessible. L'accès aux points d'eau reste une véritable épreuve pour ces habitants puisque les routes empruntées sont très peu entretenues et fortement

<sup>4</sup> <https://sdgs.un.org>, « Situation de l'eau au Cameroun », ONG Mains Unies d'Afrique, Section Cameroun, 05 mars 2023

## 3 Logement

accidentées. Le taux d'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement est estimé à 3,9% et 34% respectivement.

Les couts des services d'utilité publiques sont présentés dans le tableau ci-après :

Eau, Environ 300 XAF par m3, 3000 XAF  
Electricité Entre 50 et 110 KWH 7000 XAF  
Gaz, Entre 6500 and 7500 pour une capsule de 12.5 kg

Transport urbain, 350 XAF/jour;  
400 XAF/nuit (pour des distances relativement courtes)

Telephone / internet, 5000-1000 XAF, La tarification est assez flexible: environs 3F la seconde pour les appels locaux; environ 3F/MB

Soins de santé, 2000/3000 XAF pour les médecins généralistes et 5000 à 15000 XAF pour les spécialistes

### Trouver un logement

Pour avoir accès aux logements les demandeurs doivent s'adresser aux particuliers qui disposent des logements. Les coûts loyer varient selon qu'on loue en zone urbaine ou en zone rurale, des quartiers huppés ou des quartiers populaires ou des banlieues. L'Etat à travers le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (<https://www.minhdu.gov.cm>) et la Société Immobilière (<https://www.sic.cm>) du Cameroun a construit des logements sociaux, mais l'accès n'est facile pour les citoyens non salarié à cause des conditions telles que 03 bulletins de solde pour les deux conjoints, l'âge restant pour le départ à la retraite, les revenus du client (ces revenus doivent être supérieurs ou égaux à 03 fois la traite mensuelle, etc. Il existe également plusieurs agences immobilières agréées et non agréés qui

ne sont que des intermédiaires entre l'offre (bailleurs) et demandeurs. Les informations sur les loyers des logements disponibles peuvent être obtenues de plusieurs manières :

- Connaissances (amis, collègues, parents, etc.);
- Des affiches placées par des propriétaires ou des agences immobilières dans des lieux publics (ces affiches doivent cependant être étudiées avec beaucoup de prudence et de méfiance pour éviter les arnaques très courantes dans ce secteur d'activité) ;
- Les agences immobilières (la commission à leur verser peut augmenter le coût du loyer. Elle est souvent estimée à un montant équivalent à 01 mois de loyer) ;
- Réseaux sociaux (attention à éviter toute arnaque).

### Aides sociales au logement

Au Cameroun l'aide au logement social peut se traduire en un ensemble de facilités mises en place pour l'accès aux logements sociaux mises en place par la Société immobilière du Cameroun (SIC). La procédure d'acquisition d'un logement à la SIC consiste à déposer une dossier comprenant :

- Une demande sur imprimé SIC ;
- Une photocopie de la Carte Nationale d'Identité ;
- Une photocopie de l'Acte de Mariage (le cas échéant) ;
- Trois bulletins de solde : les deux conjoints ;
- Un reçu de paiement des frais de dossiers (à verser auprès du régisseur)
- Le dossier complet est envoyé au

# 3 Logement



Photo: Unsplash 2021/ Edouard Tamba

Secrétariat Technique qui analyse en tenant compte :L'âge restant pour le départ à la retraite ;

- Les revenus du client (ces revenus doivent être supérieurs ou égaux à

## Accès pour les rapatriés

**Admission :** L'OIM a financé en 2021, pour le compte du Ministère des Affaires Sociales (<http://www.minas.cm>), la réhabilitation et l'aménagement d'un Centre appelé Centre de transit provisoire destiné à abriter pendant quelques jours les migrants de retour au Cameroun. Les dortoirs de ce Centre ont une capacité d'accueil de 80 places pour les hommes et 40 pour les femmes. Le Cameroun n'ayant pas un statut de pays de transit l'hébergement dans ce centre est de courte durée (01 à 03 jours et exceptionnellement plusieurs semaines pour certains cas de retournés ayant des besoins de logement assez spécifiques.



Photo: Unsplash 2021/ Edouard Tamba

## 4 Bien-Être Social

- 3 fois la traite mensuelle) ;
- Le type de logement sollicité ;
- L'apport personnel.

### Système de protection sociale

Le Cameroun n'a pas un mécanisme de sécurité sociale visant à supporter les charges sociales des chômeurs, des couches sociales défavorisées ou des populations vulnérables. Quelques leviers ont été mis en place pour certains PBS (personnes invalides, personnes âgées, orphelins...).

### Système de pension

Le système de pension est réservé aux personnes qui ont cotisé pendant la période d'activité requise. Elles en bénéficient en période de retraite ou d'invalidité constaté. Le montant de la pension dépend du nombre de mois de cotisation (15 ans minimum).

### Groupes vulnérables

Le Ministère des affaires sociales (MINAS) est responsable de l'élaboration, de la mise en œuvre de la politique en matière de prévention, d'assistance et de protection des personnes socialement vulnérables. L'OIM travail avec les personnels de ce ministère, les assistants sociaux pour évaluer les vulnérabilités des retournés, faciliter leur accès aux services de santé, d'identification, pénitentiaires, judiciaire et d'état civil. Ils facilitent également le retracement et la réintégration familiale. Le MINAS veille à l'intégration sociale des groupes vulnérables à travers des actions de sensibilisation et d'accompagnement desdits groupes. L'intégration sociale des groupes vulnérables en général et celle des personnes vivant avec un handicap en particulier est assez difficile

lorsqu'ils ne sont pas accompagnés, car la plupart de ces personnes sont victimes de stigmatisation et de marginalisation dans leurs communautés et environnements de vie. Le MINAS offre des accompagnements multiformes à ces personnes à travers ses services centraux, ses services déconcentrés et ses services rattachés. Pour bénéficier de ces services, les intéressés ou leurs parents ou tuteurs peuvent se présenter dans les différents services du MINAS pour avoir de plus amples informations.

### Accès pour les rapatriés

**Admission :** Comme pour les services de santé, il n'y a pas de discrimination des services sociaux. Les conditions d'accès sont les mêmes pour tout le monde. Pour bénéficier des services proposés ou offerts par le MINAS, les intéressés sont tenus de se présenter dans les structures du MINAS afin d'obtenir des informations et des orientations liées à la spécificité de leur handicap ou de leur vulnérabilité.

# 5 Éducation

---

## Informations générales sur l'éducation

Le système éducatif camerounais est structuré en deux. Le sous-système anglophone et le sous-système francophone.

04 ministères encadrent le système éducatif au Cameroun :

- Le ministère de l'Éducation de Base ;
- Le ministère des enseignements secondaires ;
- Le ministère de l'enseignement supérieur ;
- Le ministère de l'emploi et de la formation professionnelle ;

Il est organisé autour de 03 domaine :

1.) L'enseignement primaire et maternel  
Cet ordre est articulé autour d'un cycle maternel et d'un cycle primaire, théoriquement gratuit dans les établissements publics (cette gratuité est qualifiée de théorique au regard des divers frais exigibles, en rapport avec les activités périscolaires (association des parents d'élèves) :

- Le cycle maternel comporte 3 classes (pre-nursery, nursery 1, nursery 2 / petite section à la grande section) ;
- Le cycle primaire a 6 classes (class one to class six / de la 1<sup>re</sup> au CM2). Au terme de cette section l'élève se présente au Certificat d'études primaires (CEP) / First School Leaving certificate (FSLC) et au concours d'entrée en 6<sup>e</sup> / Common entrance ;
- Il existe des garderies d'enfants publiques ou privées souvent associées à des écoles maternelles ou primaires, dans certains quartiers des grandes villes.

2.) L'enseignement secondaire comporte 02 cycles pour l'enseignement général et 02 cycles pour l'enseignement technique

L'enseignement secondaire général

- Le 1<sup>er</sup> cycle : qui est composé de quatre classes pour les francophones (de la 6<sup>e</sup> en 3<sup>e</sup>) et est sanctionné par le Brevet d'étude du premier cycle (BEPC) et de cinq classes pour les anglophones (form 1 to form 5) sanctionné par le General Certificate of Education - Ordinary level (GCE Ordinary Level) ;
- Le second cycle composé trois classes pour les francophones (seconde première) avec le Probatoire comme diplôme, la terminale sanctionnée par le Baccalauréat. Les deux examens sont préparés et organisés par l'Office du Baccalauréat du Cameroun. Le second cycle anglophone est composé de deux classes pour les anglophones (lower sixth et upper sixth) sanctionné par le General Certificate of Education ;
- Advanced Level (GCE Advanced Level). Le GCE Ordinary Level et le GCE Advanced Level sont organisés et géré par le Cameroon GCE Board.

L'enseignement secondaire technique

Il se subdivise en deux cycles :

- Le 1<sup>er</sup> cycle (de la 1<sup>re</sup> à la 4<sup>e</sup> année) sanctionné par l'obtention du Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP)
- Le second cycle de la seconde (2<sup>nd</sup> -terminal avec 02 diplôme : le Probatoire est obtenu en 1<sup>ère</sup> et la Terminale sanctionné par

# 5 Éducation

l'obtention du Brevet de Technicien (BT), du Brevet Professionnel (BP) ou le Baccalauréat (F).

## 3.) L'Enseignement supérieur

L'Enseignement Supérieur au Cameroun est composé de 10 universités d'État (Yaoundé I (Nga Ekelle), Yaoundé II (Soa), Douala, Buea, Dschang, Ngaoundéré, Bamenda, Maroua, Garoua, Bertoua, Ebolowa) avec des facultés dans des domaines divers (Sciences juridique et politique, sciences humaines et sociales, médecines, sciences économique et de gestion...), des universités privées ou confessionnelles, et de nombreuses grandes écoles de formation. Le taux d'alphabétisation se situe à 83% pour les hommes et 72% pour les femmes. Alors que l'alphabétisation est presque universelle à Douala et à Yaoundé, et certaines grandes villes, les régions septentrionales du pays, à savoir celles de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord, sont les régions les moins alphabétisées. Mais globalement l'analphabétisme est en recul dans l'ensemble du pays.

## Coût, prêts et allocations

Seules les écoles primaires publiques sont gratuites, mais les parents doivent prendre en charge les frais requis par l'association des parents d'élèves, les tenues de fréquentation et de sport, les fournitures scolaires, etc.

## Approbation et vérification des diplômes étrangers

Une commission interministérielle chargée de validation des diplômes étrangers siège au Ministère de l'Enseignement supérieur. L'équivalence

de diplômes est possible au Cameroun si la personne est titulaire d'un diplôme, d'un grade ou d'un niveau d'études obtenu à l'étranger.

## 1. Composition du dossier d'équivalence des diplômes

- Demande timbrée adressée au Ministre de l'Enseignement Supérieur avec indication précise de l'adresse personnelle, numéro de téléphone, adresse email et numéro d'étudiante à l'étranger ;
- Copie certifiée conforme de l'acte de naissance ;
- Photocopie certifiée conforme de(s) diplôme(s) à évaluer ;
- Photocopie certifiée conforme des relevés de notes ;
- Programme des cours qui ont conduit à l'obtention de(s) diplôme(s) ;
- Photocopies certifiées conformes de tous les diplômes antérieur au(x) diplôme(s) à évaluer ;
- Trois photocopies de chacun des diplômes ;
- CV détaillé et signé ;
- Adresse complète et exacte des établissements de formation ayant délivré le(s) diplôme(s) à évaluer ;
- Indication précise du centre décrit des examens étrangers présentés au Cameroun ;
- Autorisation de l'étudiante pour solliciter les renseignements le concernant auprès de son établissement ;
- Certificat d'individualité s'il y'a lieu ;
- Copie du mémoire pour les détenteurs du Master ;

## 2.) Principales étapes de l'équivalence des diplômes au Cameroun

- Dépôt du dossier au courrier central

## 5 Éducation

du MINESUP, 9ème étage de l'immeuble ministériel n°2 (porte 929) ;

- Etude et traitement du dossier par la Sous-Direction des équivalences, Secrétariat de la Commission Nationale des Equivalences (CNE) ;
- Présentation du dossier aux différentes instances de la CNE un fois disponibles tous les éléments d'évaluation sus-indiqués (Ces instances sont les sous commissions techniques n°1 et n°2 qui siègent à l'avance et émettent des avis préparatoires et préalables aux délibérations de la CNE ;
- Examen du dossier par la CNE ;
- Signature d'un arrêté par le Ministre de l'Enseignement Supérieur ;
- Publication des résultats: affichage, site web du MINESUP et média ;
- Signature des extraits d'équivalences par la Direction de la Coordination des Activités Académiques (DCAA) et retrait par les bénéficiaires desdits extraits et de leurs photocopies certifié conforme à la porte 1347 sur

### Accès pour les rapatriés

**Eligibility and requirements:** Comme tout autre camerounais, les retournés qui répondent aux conditions et exigences de l'école sollicitée y adhèrent sans une restriction ou une distinction particulière.



Photo: IOM 2022/ Beyond Borders Media

## 6 Enfants

---

présentation d'une pièce d'identité.

### **Situation générale des enfants et des nourrissons**

Le Cameroun a signé le 27 octobre 1990 et ratifié le 11 janvier 1993 la Convention des Droits de l'Enfant. Cette ratification marque la volonté et l'engagement des autorités afin de créer un environnement propice et favorable au plein développement de chaque enfant. Le Cameroun, malgré cette volonté affirmée, fait face à des défis d'ordre sécuritaire, économique et culturel qui entravent la mise en œuvre des droits de l'enfant. Malgré ces efforts<sup>5</sup>, le secteur de la santé est toujours confronté à de nombreux problèmes. La mortalité infantile reste relativement élevée, affichant un taux de 75‰ pour les enfants âgés de moins de 5 ans et de 50‰ en général (UNICEF, 2019). Le droit à l'éducation est commun à tous les enfants au Cameroun, toutefois, l'insécurité observée dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et le Sud-Ouest a créé le déplacement des populations, la fermeture de certaines écoles et limité la scolarisation dans ces régions. Suivant le site « Humanium » , la situation humanitaire au Cameroun est préoccupante dans la mesure où le pays est affecté par trois situations humanitaires complexes et simultanées : la violence de Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord ; l'afflux de réfugiés de la République centrafricaine dans les régions de l'Est (Adamawa, Nord et Est) ; la violence dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest avec des retombées dans les régions de l'Ouest et du Littoral. Par ailleurs, le Cameroun fait face à certains défis clés, notamment l'enregistrement des naissances, les violences contre les enfants, le mariage

des enfants, l'exploitation économique des enfants et l'accès à l'éducation. Ces défis représentent un enjeu majeur dans la garantie des droits des enfants et la création d'un environnement favorable à leur développement et à leur plein épanouissement. Les conditions de vie des enfants au Cameroun dépendent de celles des ménages camerounais que l'on peut qualifier de précaires, étant donné que plus de la moitié des ménages ont des revenus moyens inférieurs au Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) qui est de 45000 XAF pour les acteurs du secteur agricole et assimilés. Cette pauvreté des ménages ne permet pas une meilleure prise en charge des besoins fondamentaux de l'enfant et constitue un obstacle pour le respect de ses droits. La situation socioéconomique et culturelle des parents a un impact sur la prise en charge et l'éducation des enfants dans la mesure où elle détermine l'accès aux solutions et aux opportunités. A titre d'exemple, les enfants issus de parents sous-scolarisés auront tendance à avoir une scolarisation plus précaire, et les enfants issus de parents pauvres accéderont plus difficilement à la nutrition et aux soins de santé de qualité. Le Cameroun a élaboré pour la période 2017-2026, une politique nationale de protection de l'enfant qui a pour but de garantir un développement harmonieux et la participation des enfants à la vie de la nation, ainsi qu'un environnement protecteur contre toute forme de violation ou risque de violation de leurs droits. Cette politique est mise en œuvre par les différents acteurs de la protection de l'enfant au Cameroun. Il existe plusieurs programmes de santé ayant une prise en compte spécifique des

# 6 Enfants

enfants, entre autres Le plan stratégique nationale de lutte contre le paludisme (2019-2023), le Programme élargie de vaccination, Programme de lutte contre la malnutrition

## Acteurs non gouvernementaux s'occupant du bien-être et des droits des enfants

L'UNICEF est la principale organisation impliquée dans la promotion des droits de l'enfant. Elle travaille aux côtés de Plan International et de nombreuses ONG et associations locales, sous l'égide du Ministère des Affaires sociales.



Photo: Unsplash 202/ kreative-kwame

## Accès pour les rapatriés

**Eligibility and requirements :** Il n'existe pas de conditions particulières pour les retournés, mais pour des besoins de constitution du dossier d'examen officiel, l'intéressé doit fournir un acte de naissance.

**Documents nécessaires :** L'inscription à un niveau ou une classe de l'école primaire est libre, l'élève doit produire :

- Un bulletin de note servant d'évaluation initiale et permettant de le classer
- Un acte de naissance
- Les frais de scolarité/frais d'APEE (Association des Parents d'Elèves et d'Enseignants)
- La tenue scolaire

# 7 Contacts

---

**International Organization  
for Migration (IOM)**

IOM Douala  
+237 6 75 43 58 11

**UNHCR Cameroun**

St 1.778, Yaoundé  
+237 2 22 21 40 77

**Hôpital général, Douala,  
Cameroon**

+237 2 33 50 01 01

---

**Central Hospital of Yaoundé**

+237 2 43 68 03 24

**Biyem-Assi District Hospital**

Yaoundé, Cameroon  
+237 2 22 31 30 77

**Baptist Hospital Mutengene**

+237 6 77 60 54 30

---

**United Nations International  
Children's Educational Fund**

Yaoundé, Cameroon  
+237 6 96 09 57 31

**Our children - our future**

Beedi, Douala Cameroun  
(+237)671890938  
info@ocof-cmr.org

---



Photo: Unsplash 2022 Arlei Nathan

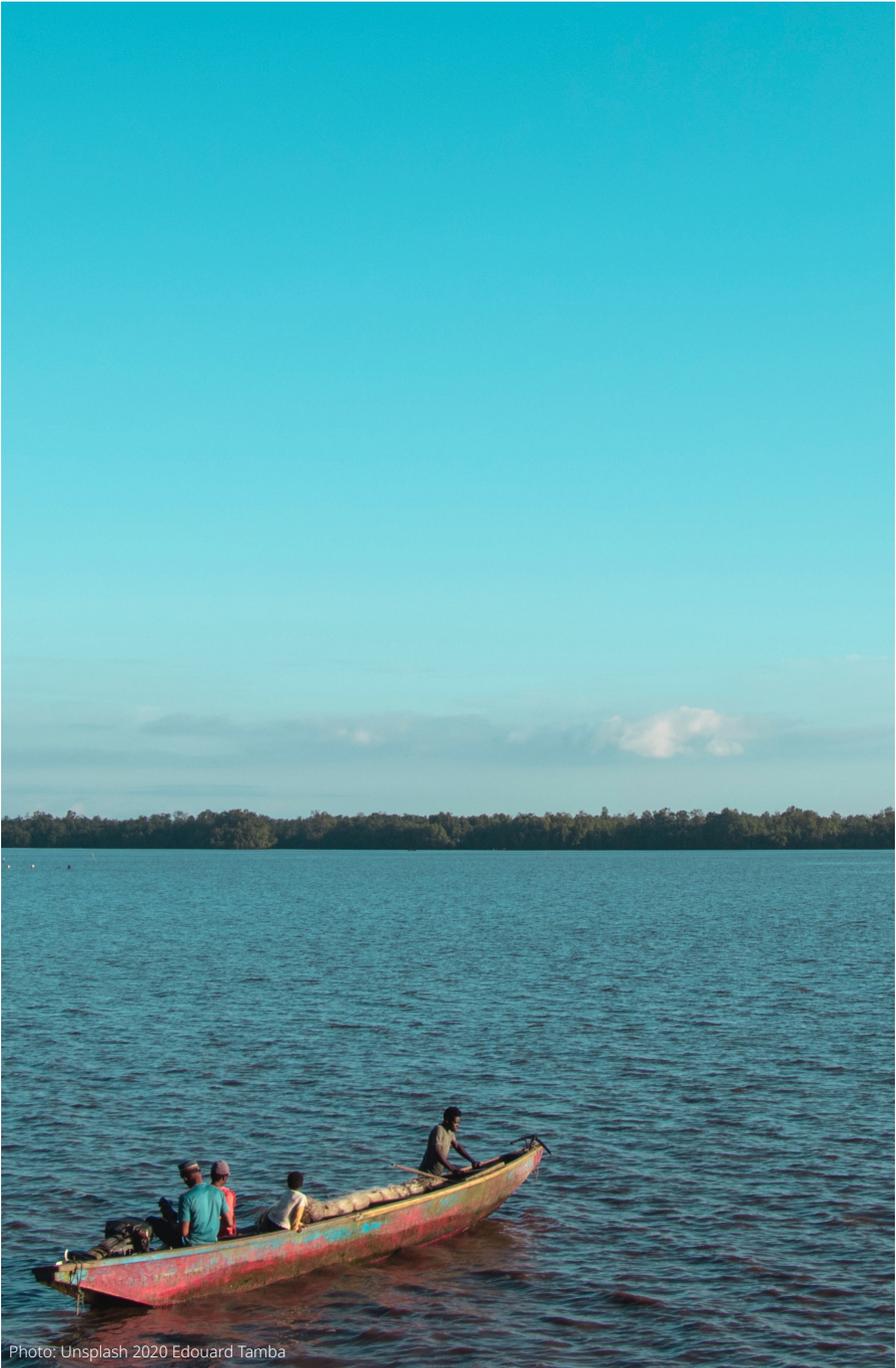


Photo: Unsplash 2020 Edouard Tamba

## 8 En Un Coup D’Ceil

---

### Mesures à prendre avant le retour

- **Informations générales :** S’imprégner de quelques informations de base fournies dans ce document ;
- **Planification :** Avoir déjà une idée plus ou moins précise de son plan de réintégration
- **Conseil :** Avoir un ou plusieurs entretiens préliminaires avec un staff de l’OIM Cameroun pour échanger sur la situation au Cameroun et son projet de réintégration lors d’un entretien de pré-counseling virtuel ;

### Mesures à entreprendre dès l’arrivée

- **OIM :** Prendre attache avec le Bureau de l’OIM à Yaoundé ou à Douala suivant son lieu de résidence au retour ;
- **Ré-intégration :** Avoir un ou plusieurs entretiens avec les staffs de l’OIM Cameroun sur sa réintégration ;
- **Contacts :** Prendre attache avec les structures locale d’appui à la réintégration identifiées dans son plan ou lors des entretiens de counhselling avec les staffs de l’OIM.